



KPMG SA
Immeuble Confluences
178 Avenue Saint Vincent de Paul
40100 Dax

Ligue de l'Enseignement des Landes

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Ligue de l'Enseignement des Landes

91 Impasse Joliot-Curie - 40180 Saint-Pierre-du-Mont

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Immeuble Confluences
178 Avenue Saint Vincent de Paul
40100 Dax

Ligue de l'Enseignement des Landes

91 Impasse Joliot-Curie - 40180 Saint-Pierre-du-Mont

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Ligue de l'Enseignement des Landes,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Ligue de l'Enseignement des Landes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Dax, le 10 juin 2025

KPMG SA



Valérie Crabos

Associée



Comptes annuels
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

		Exercice clos le : 31/12/2024				31/12/2023
		BILAN ACTIF	Brut	Amortissements Dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	* Frais d'établissement * Frais de recherche et de développement * Concessions et droits similaires , brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires, * Fond commercial * Autres Immobilisations incorporelles	18 671	18 671	0	0
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	* Terrains * Constructions * Installations techniques, matériel et outillage industriels * Autres Immobilisations corporelles	512 292 2 548 317 186 483 307 221	 1 091 744 161 327 247 148	512 292 1 456 573 25 156 60 073	422 292 1 540 784 27 908 56 691
	PARTICIPATION ET CRANCES RATTACHEES	* Titres de participation * Autres créances immobilisées	7 276 1 673		7 276 1 673	7 170 1 673
	TOTAL (I)		3 581 933	1 518 890	2 063 043	2 056 518
ACTIF CIRCULANT	STOCKS	* Stocks et en-cours de production de bien et services				
		* Avances et acomptes versés sur commandes	77 092		77 092	43 781
	CRÉANCES	* clients, et comptes rattachés * Autres créances	155 701 73 295		155 701 73 295	182 657 151 665
	DIVERS	* Valeurs mobilières de placement (V.M.P) * Instruments de trésorerie * Disponibilités	1 446 508		1 446 508	1 140 662
	COMPTES DE RÉGULARISATION	* Charges constatées d'avance	28 553		28 553	23 221
		TOTAL (II)	1 781 149	0	1 781 149	1 541 986
		* Frais d'émission d'emprunt à étaler (III) * Primes de remboursement d'obligations (IV) * Ecart de conversion actif (V)				
		TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	5 363 082	1 518 890	3 844 192	3 598 504

BILAN PASSIF		31/12/2024	31/12/2023
FONDS ASSOCIATIFS ET RÉSERVES	FONDS PROPRES		
	Fonds associatifs sans droit de reprise		
	* Fonds propres statutaires	600 386	600 386
	* Fonds propres complémentaires		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	* Fonds statutaires		
	* Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	* Réserves statutaires ou contractuelles	1 289 579	1 099 759
	* Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	230 382	189 820
	* Fonds propres consommables		
	* Subventions d'investissement	70 581	84 458
TOTAL (I)		2 190 928	1 974 423
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	39 828	26 333
TOTAL (II)		39 828	26 333
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	Provisions pour risques	48394	48 214
	Provisions pour charges	60158	60 158
	TOTAL (III)	108 552	108 372
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)	993 824	1 097 307
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	208 146	153 799
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés (1)	150 732	97 691
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales (1)	88 337	91 009
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes (1)	52 953	29 384
	Instruments de trésorerie		
Comptes régul.	Produits constatés d'avance	10 892	20 186
TOTAL (IV)		1 504 884	1 489 376
Ecart de conversion passif			
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)		3 844 192	3 598 504
Engagements donnés			
Renvois	(1) Dont à plus d'un an	841 782	943 458
	Dont à moins d'un an	494 784	392 119
	Dont concours bancaires courants, soldes créditeurs de banques		

COMPTE DE RESULTAT		31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION	Nombre de mois sur la période	12	12
	* Ventes de biens et Prestations de services		
	Prestations de service	2 642 195	2 583 604
	Ventes de biens	7 962	9 333
	Subventions d'exploitation	628 434	627 171
	Adhésions cotisations	48 995	44 859
	Autres produits	141 468	153 765
	Reprises sur amortissements, dépréciations, et provisions	71 872	43 782
	Reprises des fonds dédiés	26 333	36 953
Total des produits d'exploitation (I) (I)		3 567 259	3 499 467
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	3 860	4 062
	Variation de stock (marchandises)		
	Achat de matières premières et autres approvisionnements (y c.droits de douane)	10 051	10 955
	Variations de stock (matières premières et approvisionnements)		0
	Autres achats et charges externes	1 783 391	1 831 160
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	97 105	88 661
	Salaires et traitements	865 203	822 979
	Charges sociales	239 356	225 535
	Dotations aux amortissements sur immobilisations	131 031	150 955
	Dotations aux dépréciations sur immobilisations		
	Dotations aux dépréciations sur actif circulant	1 209	
	Dotations aux provisions	27 528	38 934
	Reports en fonds dédiés	39 828	26 333
	Autres charges	137 702	115 389
Total des charges d'exploitation (II)		3 336 264	3 314 963
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		230 995	184 504
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations		
	Produits d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	10 352	10 425
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers (III)		10 352	10 425
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	19 298	21 503
	Différences négatives de charges		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières (IV)		19 298	21 503
2 - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)		-8 946	-11 078
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I-II+III-IV)		222 049	173 426

COMPTE DE RESULTAT

		31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	28 937	15 255
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	13 876	14 127
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels (V)	42 813	29 382
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	32 605	11 056
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles (VI)	32 605	11 056
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		10 208	18 326
(VII)	Participation des salariés aux résultats		
(VIII)	Impôts sur les bénéfices	1875	1931
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)		3 620 424	3 539 274
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)		3 390 042	3 349 453
5 - EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges)		230 382	189 820
EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Produits	Dons en nature		
	Bénévolats	148 694	126 834
	Prestations en nature	121 080	90 360
	Total	269 774	217 194
Charges	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services	121 080	90 360
	Prestations en nature		
	Personnel bénévole	148 694	126 834
		269 774	217 194



Annexe

de l'exercice clos le 31 décembre 2024



1- Objet social

La Ligue de l'Enseignement des Landes, fondée en 1934, a pour but, au service de l'idéal laïque, démocratique et républicain, de contribuer au progrès de l'éducation sous toutes ses formes.

Elle fédère et rassemble des personnes morales et des membres animés de ce même esprit.

Mouvement d'Éducation Populaire, elle invite les femmes et les hommes à débattre et agir afin :

1. de permettre à chacun de comprendre la société où il vit, de s'y situer, de s'y exprimer et d'agir en citoyen afin de favoriser à tous les niveaux le développement d'une vie démocratique laïque, soucieuse de justice sociale et attachée à la paix.
2. de développer toutes les initiatives collectives et associatives favorisant l'épanouissement le plus large des personnes par un égal accès de tous à l'éducation, à la formation, à la vie professionnelle, à la culture, à la communication, au sport, aux vacances et aux loisirs.
3. de faire vivre la laïcité, principe constitutionnel et valeur universelle qui implique la reconnaissance de l'égale dignité de chaque être humain, par une action permanente :
 - pour garantir la liberté de conscience, la liberté de culte, la liberté de pensée et l'organisation républicaine des pouvoirs publics assurant le pluralisme des convictions, la liberté d'expression et l'égalité en droit de tous les citoyens,
 - pour combattre les inégalités et toutes les formes de discriminations, notamment en raison de l'origine ethnique ou nationale, de la religion ou des convictions, du sexe, de l'âge, du handicap, de l'orientation sexuelle.

Dès lors, elle s'interdit toute action partisane dans le domaine politique ou dans le domaine religieux.



2- Composition

La Ligue de l'Enseignement des Landes regroupe différents membres :

- des associations constituées selon la Loi du 1er juillet 1901 et affiliées selon les modalités prévues au règlement intérieur,
- * des personnes morales affiliées selon les modalités prévues au règlement,
- * des personnes physiques, adhérentes à titre individuel à la Ligue de l'Enseignement nationale selon les modalités prévues au règlement intérieur,
- * des membres d'honneur ayant rendu des services éminents à la Fédération, désignés par l'Assemblée générale.

Les associations, les autres personnes morales affiliées et les membres à titre individuel doivent verser chaque année une cotisation dont le montant est décidé par l'Assemblée générale. Les membres d'honneur ne sont pas tenus de payer une cotisation.



3- Missions et moyens d'actions

Missions

La Ligue de l'Enseignement des Landes participe à l'élaboration démocratique et à la mise en œuvre des politiques publiques d'éducation, de formation, d'action culturelle, sportive et sociale, en ce qu'elles favorisent sur le territoire départemental une réelle garantie des droits civils et politiques, économiques et sociaux, des libertés fondamentales et du progrès de la démocratie.

Comme mouvement d'Éducation Populaire, elle se donne pour mission d'être :

- un mouvement d'Éducation Laïque qui concourt à la démocratisation, à l'extension, à la défense, à l'accompagnement et à la promotion du service public de l'Éducation Nationale, sur le département des Landes, associant les collectivités locales et les citoyens dans le respect de la mixité sociale et de la diversité culturelle,
- un mouvement social fédérant des associations, des personnes morales et des adhérents à titre individuel, qui encourage toutes les initiatives individuelles et collectives, en vue de développer l'éducation tout au long de la vie, de favoriser l'engagement civique et de faire vivre la solidarité. Pour cela, elle suscite la création d'associations et d'institutions laïques éducatives, culturelles, sportives et sociales. Elle contribue à l'animation du réseau de ces associations et institutions et à la défense de leurs intérêts,
- un mouvement d'idées qui favorise la rencontre et le débat au service d'une meilleure compréhension des questions de société et pour exercer une pleine citoyenneté,
- une organisation de l'économie sociale qui promeut l'économie au service des hommes et des femmes et développe des activités s'inscrivant dans ce cadre tout en respectant son caractère à but non lucratif, notamment l'organisation de services éducatifs, sociaux, médico-sociaux et culturels, de voyages et séjours de vacances, d'activités sportives et de loisirs, d'actions de formation et d'insertion ...

Moyens d'action

Pour mettre en œuvre ses missions, la Ligue de l'Enseignement des Landes favorise le développement et accompagne l'action des associations locales et des groupements affiliés et elle peut se doter, sur proposition du conseil d'administration et décision de l'assemblée générale, de structures adéquates pour favoriser la rencontre et le débat entre citoyens ou pour gérer un domaine d'activité déterminé dès lors qu'elles s'inscrivent dans le cadre de son objet social.

Pour développer les activités physiques, sportives et de plein air, dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur, sont constitués au sein de la Ligue de l'Enseignement des Landes un comité départemental UFOLEP (Union française des œuvres laïques d'éducation physique) et un comité départemental USEP (Union sportive de l'enseignement du premier degré), instances déconcentrées de l'UFOLEP et de l'USEP nationales.

Elle peut, en outre, recourir à tous moyens d'action qui permettent d'atteindre légalement les buts et missions fixés dans les statuts, notamment : organisation de congrès, colloques, séminaires, études et recherches, édition de publications, organisation d'expositions, de spectacles ..., conseil, aide et formation de cadres pour le développement et la coordination des associations diverses contribuant à la réalisation de ses buts.

4- Ressources Humaines

Eléments marquants RH relatif à l'exercice 2024 :

CASSEN :

Charlotte GAUBE a été embauchée du 06/02/24, jusqu'au 31/08/24 sur la fonction de coordinatrice pédagogique, elle n'a pas souhaitée poursuivre son engagement.

Margot DEMAY et Enzo MARTIN n'ont pas souhaité poursuivre leur contrat d'apprentissage BPJEPS ANIMATION, débutés en 11/2023 et ont mis fin à leur engagement fin 06/24 pour Martin et fin 09/24 pour Margot.

Océane GAUGIN s'est engagée à compter du 07/10/2024 sur un contrat d'apprentissage BPJEPS ANIMATION et ce jusqu'au 30/06/2026.

Olivier HIJAR-FALCON, agent d'entretien, a été en arrêt maladie professionnelle à compter du 15/02/2024, et tout le reste de l'année ; il a été remplacé par **David MORENO** à compter du 15/04/2024.

SIEGE :

Sonia TULASNE a réintégré son poste de technicienne du service VACANCES à compter du 01/04/2024, suite à un congé pour convenance personnelle de 1 an.

Charlie MOTHERWELL a poursuivi son engagement (remplacement absence Sonia TULASNE de 03/2023 à 04/2024) jusqu'au 30/09/2024 en renfort au service VACANCES.

Florence LABROUCHE est revenue à compter du 01/06/2024 en renfort au service RH&COMPTA jusqu'au 30/09/2024, comme l'an passé.

Laurent DARMAILLACQ a démarré ses fonctions de Délégué Général en CDI à compter du 15/04/2024, en doublon et tuilage auprès de **Patrice FERNANDEZ**, qui a quitté ses fonctions le 15/05/2024.

5- Investissements

> Le montant des acquisitions est détaillée ci-après:

Nature des immobilisations acquises	FOURNISSEURS	Date Acquis.	montant	
CASSEN				
armoires KALLAX (lot de 54) -	IKEA	15/01/24	4 158,46	7
BANC'S salle de restaurant	FAP COLLECTIVITES SAUCATS 33	18/01/24	2 519,04	7
ORDI portable - coordinateur pédagogique	ADOUR GESTION INFORMATIQUE SPM	31/01/24	1 179,60	3
installation POMPES doseuses PISCINE	PISCINES ENVIRONNEMENT HAGETMA	13/02/24	7 260,20	10
Débroussailluse honda - RURAL	RURAL MASTER HINX	13/02/24	815,00	5
JEU LABYRINTE PERMANENT -	CART O LANDES SOUSTONS	27/03/24	2 426,00	5
HOUSSES PROTECTION LIT (lot)	MANUTAN NIORT	30/04/24	10 374,89	7
PORTAIL COULISSANT ENTREE	AC PORTAIL BEGAAR	17/05/24	11 382,60	15
JEU VENTRIGLISSE BACHE - MFM	MFM BACHES MELAY	31/05/24	741,72	5
LITS SUPERPOSES (lot de 8) &	MANUTAN NIORT	19/06/24	6 592,66	7
TERRAIN RUGBY - OCEALIA	OCEALIA & NOTAIRES BAUDOIN	09/10/24	90 000,00	non amortissable
TOTAUX			137 450,17	

> il n'y pas de mouvements de sortie sur cet exercice

6- Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

Faits caractéristiques de l'exercice

* Suite à l'appel à candidature diffusée en décembre 2023, Laurent DARMAILLACQ a été recruté en tant que nouveau Délégué général à compter du 15 avril 2024, permettant ainsi un tuilage d'un mois avec le Délégué général sortant, Patrice FERNANDEZ.

* La structure a fêté ses 90 ans : une semaine de festivités s'est déroulée à compter du 11/06/24 , clôturée lors de l'assemblée générale annuelle le 15/06/24.

Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Le Délégué Général , Laurent DARMAILLACQ a sollicité le 17/02/25 une rupture conventionnelle à laquelle la Présidente a répondu favorablement.
Il a quitté ses fonctions le 29/04/2025.

Suite à un appel à candidature lancé dès mi-mars 2025, un nouveau Délégué Général a été recruté et prendra ses fonctions à compter du 1er juillet 2025.
Il s'agit de Mr Jean-Luc GADIOUX, actuellement Délégué Général de l'AIN, lequel a exercé plusieurs fonctions au sein de la LIGUE de DORDOGNE durant 22 ans dont les 6 dernières années en tant que Délégué Général.

Le chef cuisinier du centre de vacances CASSEN , Mr Gérard DUTREY, en CDI depuis février 2022, a sollicité début 2025 une rupture conventionnelle à laquelle la Présidente a répondu favorablement.
Il a quitté ses fonctions le 13/02/2025.

Suite à un appel à candidature , un nouveau Chef cuisinier , Mr Laurent MULLER a été recruté en CDI à compter du 03/02/2025.

Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er Janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Changements d'estimation

La Ligue de l'enseignement des Landes n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

Corrections d'erreurs

La Ligue de l'enseignement des Landes n'a constaté aucune correction d'erreur significative.



Dérogations

La Ligue de l'enseignement des Landes n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

Principales méthodes comptables

La Ligue de l'enseignement des Landes utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes "de référence" suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- * le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1,
- * la comptabilisation à l'actif des coûts de développement et des frais de création de sites internet conformément aux articles 212-3 et 612-1,
- * la comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213-22, 221-1 et 222-1.

L'application des conventions générales s'est fait dans le respect du principe de prudence, de permanence des méthodes, d'indépendance des exercices et de continuité d'exploitation.

La durée de l'exercice comptable est de 12 mois, il court du 1er Janvier 2024 au 31 Décembre 2024.

Les éléments inscrits en comptabilité ont été évalués selon la méthode des coûts historiques.

Les titres détenus par la Ligue de l'enseignement des Landes ont été comptabilisés sur la base du coût d'acquisition. A l'inventaire, si leur valeur d'évaluation retenue est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est enregistrée.

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût de production ou d'acquisition.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Mouvements des immobilisations brutes

Désignation	Valeurs brutes début exercice	Mouvements de l'exercice		Valeurs brutes fin exercice
		Acquisitions	Mises aux rebut	
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
- Frais d'établissement				
- Frais de développement				
- Concessions, brevets et droits similaires	18 671 €			18 671 €
- Fonds commercial				
- Autres immobilisations incorporelles				
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes sur incorporelles				
Total	18 671 €			18 671 €
<u>Immobilisations corporelles</u>				
- Terrains	422 292 €	90 000 €		512 292 €
- Constructions	2 529 674 €	18 643 €		2 548 317 €
- Installations techniques, matériel outillage industriels	182 501 €	3 982 €		186 483 €
- Autres immobilisations corporelles	282 397 €	24 825 €		307 222 €
- Immobilisations en cours	- €			
- Avances et acomptes				
Total	3 416 864 €	137 450 €	- €	3 554 314 €
<u>Immobilisations financières</u>				
- Participations	7 169 €	106 €		7 275 €
- Créances rattachées à des participations				
- T.I.A.P				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts				
- Autres immobilisations financières	1 673 €			1 673 €
- T.I.A.P				
Total	8 842 €	106 €	- €	8 948 €
Total général	3 444 377 €	137 556 €	- €	3 581 933 €

Mouvements des amortissements

Désignation	Amortissements début exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements fin exercice
		Dotations	Diminutions	
Immobilisations incorporelles				
- Frais d'établissement				
- Frais de développement				
- Concessions, brevets et droits similaires	18 671 €			18 671 €
- Fonds commercial				
- Autres immobilisations incorporelles				
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes sur incorporelles				
Total	18 671 €			18 671 €
Immobilisations corporelles				
- Terrains				
- Constructions	988 890 €	102 854 €		1 091 744 €
- Installations techniques, matériel outillage industriels	154 592 €	6 735 €		161 327 €
- Autres immobilisations corporelles	225 706 €	21 442 €		247 148 €
- Immobilisations en cours				
- Avances et acomptes				
Total	1 369 189 €	131 031 €	- €	1 500 220 €
Total général	1 387 860 €	131 031 €	- €	1 518 891 €

Modes et durées d'amortissement

Désignation	Modes	Durées
Immobilisations incorporelles		
- Frais d'établissement	N/A	
- Frais de développement	N/A	
- Concessions, brevets et droits similaires	Linéaire	3 A 7 ANS
- Fonds commercial	N/A	
- Autres immobilisations incorporelles	Linéaire	3 A 5 ANS
Immobilisations corporelles		
- Terrains	Non amortissable	
- Constructions :		
* Gros œuvre maçonnerie	Linéaire	30 ANS
* VRD	Linéaire	30 ANS
* Charpente	Linéaire	25 ANS
* Etanchéité	Linéaire	25 ANS
* Menuiseries Aluminium	Linéaire	25 ANS
* Menuiseries Bois	Linéaire	15 ANS
* Serrurerie	Linéaire	10 ANS
* Plâtrerie	Linéaire	25 ANS
* Electricité	Linéaire	20 ANS
* Chauffage, Plomberie, Sanitaires	Linéaire	20 ANS
* Carrelage	Linéaire	20 ANS
* Revêtements sols souples	Linéaire	15 ANS
* Peinture	Linéaire	10 ANS
* Ascenseur	Linéaire	15 ANS
- Installations techniques, matériels et outillages	Linéaire	3 A 7 ANS
- Autres immobilisations corporelles	Linéaire	3 A 5 ANS
- Agencements, aménagements divers	Linéaire	5 ANS
- Matériel de transport	Linéaire	3 A 5 ANS
- Matériel de bureau	Linéaire	3 ANS

[illegible]

Emprunts auprès des établissements de crédit

Mouvements des emprunts de l'exercice

Désignation	Au début de l'exercice	Souscrits dans l'exercice	Remboursés dans l'exercice	A la fin de l'exercice
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 096 220 €	50 000 €	153 445 €	992 775 €
Intérêts courus sur emprunts	1 087 €	1 049 €	1 087 €	1 049 €
Total	1 097 307 €	51 049 €	154 532 €	993 824 €

Dettes

Echéances des dettes

Désignation	Reste dû	A un an au plus	A plus d'un an à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	992 775	150 993	450 177	391 605
Intérêts courus sur emprunts	1 049	1 049		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	150 732	150 732		
Dettes fiscales et sociales	88 337	88 337		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	92 781	92 781		
Produits constatés d'avance	10 892	10 892		
Total	1 336 566	494 784	450 177	391 605

Créances

Echéances des créances

Désignation	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an à
Participations	7 276 €		7 276 €
Créances rattachés à des participations			
T.I.A.P			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières	1 673 €	1 673 €	
Clients, Usagers et comptes rattachés	155 701 €	155 701 €	
Autres créances	73 294 €	73 294 €	
Total	237 944 €	230 668 €	7 276 €



Fonds propres

Mouvements des fonds propres

Désignation	solde début exercice	Mouvements de l'exercice		Solde fin exercice
		Augmentations	Diminutions	
Fonds associatifs sans droit de reprise	600 386 €			600 386 €
Réserves statutaires ou contractuelles	1 099 759 €	189 820 €		1 289 579 €
Report à Nouveau				- €
Résultat	189 820 €	230 382 €	189 820 €	230 382 €
Total	1 889 965 €	420 202 €	189 820 €	2 120 347 €

Intérêts à échoir

Désignation	A un an au plus	A plus d'un an à 5 ans au plus	A plus de 5 ans	TOTAL
Intérêts à échoir	18 422 €	42 288 €	20 555 €	81 265 €

Effectifs

Effectifs au 31/12/2024

Catégorie	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	7	
Agents de maîtrise et techniciens	12	
Employés	1	
Ouvriers	0	
Total	20	0

Autres informations

Garanties :

CAISSE EPARGNE : Hypothèque conventionnelle de 2ième rang de la Caisse Epargne sur le bien immobilier de Cassen.

CREDIT COOPERATIF :

• Prêt n° 074248C

Montant global : 600 000,00 €

Durée : 237 mois

Echéance Mensuelle : 3 132,70 €

Capital restant dû : 457 613,46 €

ICNE : 205,93 €

Garanties :

- HCNR pour un montant de 535 530,00 €
- Privilège du prêteur de deniers pour un montant de 64 470,00 €